

Face à la pandémie, Macron nous annonce un plan d'action : autoritaire et ultralibéral !

10 novembre 2020

En matière d'injonctions paradoxales, on est sur du haut niveau : les masques sont inutiles, puis obligatoires. Le reconfinement est impossible, puis mis en place. Il ne faut pas se réunir, mais les classes de 35 élèves sont maintenues. Mais au-delà d'une communication affligeante, les faits sont encore plus graves.

Face à la crise économique, le gouvernement annonce un plan de relance de 100 milliards d'euros. On pouvait alors imaginer que cet argent irait en priorité à la santé, à l'éducation, à la revalorisation des métiers qui ont montré leurs utilités pendant la crise (aides soignant-e-s, infirmières et infirmiers, caissières et caissiers, agriculteurs et agricultrices...) ou à la transition écologique ! Mais non, les politiques ultralibérales qui ont contribué à affaiblir notre système de protection sanitaire et sociale sont reconduites : « Compétitivité : 35 milliards d'euros. Baisse pérenne de 10 milliards d'euros des impôts de production (soit 20 milliards sur les deux ans du plan de relance), à travers notamment une réduction de moitié de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (soit 7 milliards) et la baisse de moitié des impôts fonciers pesant sur les sites industriels. »

De l'autre côté : environ 6 milliards d'euros doivent aller au soutien à l'investissement des hôpitaux. Soit 6 % du plan de relance, rien pour l'éducation ni pour la transition écologique. Dans son allocution, Emmanuel Macron a parlé d'un effort remarquable sur l'augmentation du nombre de places en réanimation, de 5000 à plus de 6000 places... En comparaison l'Allemagne, qui possédait déjà 28 000 lits de réanimation en mars 2020, a prévu de doubler cette capacité dans l'année. L'Italie a décidé de consacrer 32 milliards d'euros à la modernisation des infrastructures sanitaires, 7 milliards d'euros à la recherche et à l'éducation, 3 milliards d'euros à la rénovation des bâtiments scolaires, à l'installation de la fibre optique et à l'embauche d'enseignants. Ces deux exemples montrent que l'aveuglement ultralibéral du gouvernement français est encore plus grand que celui des pays voisins.

La crise sanitaire a prouvé l'importance des services publics notamment de santé et d'éducation. Il faut donc les renforcer par des embauches de personnels et par des investissements dans les infrastructures. Pourtant le ministère de l'Agriculture prévoit de supprimer 375 postes en 2021, les ministères de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires 953. Une véritable provocation !

Les personnels du MAA, du MTE et du MCT devront donc reprendre rapidement le chemin de la mobilisation pour imposer d'autres choix de société !

• [Emplacement : ré-agir ensemble](#) > [Mobilisations et actualités](#) > [Actualités](#) >

• Adresse de cet article :

<https://ancien.solidaires.org/Face-a-la-pandemie-Macron-nous-annonce-un-plan-d-action-autoritaire-et>